



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 04 au 11 Mai 2023

En bref

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'inflation a ralenti pour le troisième mois consécutif, atteignant 6,25 % g.a. en avril (contre 6,85 % g.a. le mois précédent), soit son niveau le plus bas depuis octobre 2021. L'inflation sous-jacente a également ralenti, pour le troisième mois consécutif, s'établissant à 7,67 % g.a. en avril (contre 8,1 % le mois précédent). Malgré cette tendance au ralentissement, l'inflation est encore loin de la cible de la Banque centrale (de 3 % +/- 1 pp), et atteindrait cette-dernière au T4 2024, selon le FMI.

LE CHIFFRE À RETENIR

6,25 %

Inflation globale au mois d'avril
2023 selon l'Institut National de
Statistique et de Géographie

Zoom sur

Le gouverneur de la Banque Centrale de la République dominicaine, Héctor Valdez Albizu, a reçu ce lundi une délégation du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Emilio Fernández-Corugedo. Cette rencontre vise à faire le bilan de la performance de l'économie dominicaine en 2022 et à établir les perspectives pour l'année en cours. Elle s'inscrit dans le cadre des consultations annuelles prévues par l'Article IV du FMI. Au cours de l'entretien, Emilio Fernández-Corugedo a déclaré que l'économie dominicaine a été la plus « dynamique » et « résiliente » d'Amérique latine, ces deux dernières décennies grâce notamment à la mise en œuvre d'une politique monétaire adaptée, un système financier robuste et des fondamentaux macroéconomiques solides. De son côté, Héctor Valdez Albizu a souligné les bonnes performances de l'économie dominicaine en 2022 avec une croissance du PIB de 4,9 %. Il a ajouté que « les résultats préliminaires du premier trimestre de l'année 2023 montrent que l'indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) a connu une croissance annuelle moyenne de 1,4 %, avec une variation de 0,4 % en janvier, 1,8 % en février et 2,1 % en mars 2023 ». Plusieurs sujets ont été abordés comme l'évolution de l'inflation, l'importance de l'activité touristique pour le pays, le rôle des transferts de fonds par la diaspora dominicaine, les flux d'investissements étrangers, entre autres.

Mexique

1. ECONOMIE

La monnaie mexicaine s'est légèrement appréciée par rapport au dollar après l'annonce du ralentissement de l'inflation en avril. Le taux de change peso-dollar a terminé mardi à 17,76 unités pour un dollar, soit une appréciation de 0,25 % par rapport à la veille. Les données sur l'inflation ont confirmé que les pressions sur les prix continuent de s'atténuer, soutenant la possibilité que Banxico interrompe le cycle de hausse de son taux de référence le 18 mai, lors de la prochaine réunion de politique monétaire.

Le PACIC (Paquet contre l'inflation et la famine, mesure budgétaire présentée en mai 2022) et l'APECIC (présentée en octobre 2022) n'auraient que faiblement contribué au ralentissement de l'inflation. Un an après le lancement du PACIC par le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador, le bilan semble mitigé. Ce paquet visait à combattre les niveaux élevés d'inflation à travers diverses mesures, dont des subventions à l'essence, ou le maintien du prix des péages routiers. L'APECIC, présenté en octobre, visait à renforcer le premier paquet de mesures, en réduisant de 8 % le prix de 24 produits du panier alimentaire de base. Selon les données de l'INEGI, entre la première quinzaine de mai 2022 et la première quinzaine d'avril de cette année, l'inflation générale moyenne a été de 6,12 % ; cependant, les produits du panier alimentaire de base de la Pacic ont connu une augmentation de prix plus importante (+25 % pour les œufs, +50 % pour les citrons, par exemple). Selon les analyses de CIBanco, le ralentissement de l'inflation serait lié à d'autres facteurs : (i) les décisions de politique monétaire de Banxico, qui ont conduit le taux d'intérêt à des niveaux sans précédent pour tenter de contenir l'inflation galopante ; (ii) la dilution des goulets d'étranglement ; (iii) la baisse des prix des matières premières et des coûts logistiques ; et (iv) l'appréciation du peso par rapport au dollar.

Les spécialistes du secteur privé continuent d'améliorer leurs prévisions de croissance pour l'économie du Mexique, selon la dernière enquête de la Banque centrale du Mexique

(Banxico). Ils s'attendent désormais à une croissance du PIB de 1,68 % pour 2023, ce qui constitue la projection la plus élevée recueillie par Banxico depuis 10 mois. Trois facteurs seraient néanmoins susceptibles d'entraver la croissance de l'activité économique : (i) l'insécurité ; (ii) la faiblesse de l'Etat de droit ; et (iii) les pressions inflationnistes. Selon la dernière enquête, les problèmes d'insécurité seraient le plus grand obstacle à la croissance. Par ailleurs, le consensus des analystes consultés par Citibanamex prévoit que Banxico laissera le taux de référence inchangé, c'est-à-dire à 11,25 %, dans la décision qu'elle prendra lors de sa réunion du 18 mai.

Selon l'INEGI, l'investissement brut en capital fixe a augmenté de 1,9 % g.m et 12,4 % g.a en février 2023, après avoir enregistré une baisse de 0,2 % g.m en janvier, grâce aux investissements sur les machines et équipements. Avec cette hausse, l'indicateur d'investissement brut en capital qui montre le comportement mensuel de l'investissement, a atteint 106,9 unités, soit son meilleur chiffre depuis février 2019. En effet, le niveau d'investissement brut en capital fixe montre une reprise de 10,8 % par rapport à son niveau pré-pandémique, mais accuse un retard de 4,4 % par rapport à son pic historique de décembre 2017. Par ailleurs, le secteur de la construction enregistre une hausse mensuelle de 0,6 % en février, expliquée par une expansion de 2,3 % de la construction non résidentielle alors que la construction résidentielle a chuté de 1 % g.m.

Selon l'INEGI, la consommation privée au Mexique a enregistré une baisse mensuelle de 0,4 % en février 2023, sa première baisse après deux mois de croissance. Celle-ci serait expliquée par une consommation plus faible de biens importés. Les données de l'indicateur mensuel de la consommation privée sur le marché intérieur révèlent également que la croissance s'est modérée en rythme annuel, avec une expansion de 3,3 %, soit la plus faible enregistrée depuis le début de la reprise postpandémique en avril 2021. Malgré le ralentissement de la consommation, l'indicateur montre une reprise de 5,8 % par rapport à ses niveaux d'avant la pandémie. Par composante, le plus grand ralentissement a été signalé dans les biens

importés, qui se sont contractés de 5,9 % g.m, la plus forte baisse depuis mai 2020. Parallèlement, les biens et les services produits dans le pays ont progressé de 0,1 % g.m en février, avec une baisse de 0,6 % g.m des biens, et une progression modérée de 0,5 % g.m des services (contre 0,9 % g.m en janvier).

2. FINANCES PUBLIQUES

Les membres du groupe parlementaire Morena, parti au pouvoir, ont envoyé une proposition de réforme constitutionnelle afin de rendre progressives les contributions des Mexicains au Trésor public. En outre, ceux-ci soutiennent que l'ampleur de la concentration de la richesse au Mexique oblige à reconnaître la nécessité de promouvoir de nouveaux impôts sur le patrimoine et la richesse du grand capital dans le pays, qui permettrait de compenser l'insuffisance de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Selon les estimations mises en avant par Morena, les 13 grandes fortunes mexicaines s'élèveraient à 3 400 Mds MXN, soit 11 % du PIB du pays. Par ailleurs, le projet législatif soumis à la Commission indique qu'au Mexique, seulement 2 % des fonds du Trésor public provient des impôts fonciers. A la lumière de ce panorama, les membres de Morena considère qu'il est à la fois viable et responsable de renforcer le cadre constitutionnel mexicain afin d'établir les bases juridiques qui permettraient la création de nouveaux impôts et qui n'auraient d'impact que sur l'extrême richesse persistante dans le pays. L'initiative constitutionnelle est également le fruit de la collaboration de plusieurs organisations et collectifs regroupés au sein de l'Alliance contre l'inégalité au Mexique.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le Ministère de l'Economie a publié les bases de participation aux appels d'offres pour les pôles de développement du Corridor interocéanique de l'isthme de Tehuantepec (CIIT), un projet ambitieux du président d'Andrés Manuel Lopez Obrador pour le transfert de marchandises de l'Océan Atlantique au Pacifique. Le CIIT visent à

générer davantage d'investissement en faveur du développement industriel de la région sud-sud-est du pays. Selon le Ministère de l'Economie, les dix pôles du corridor qui feront l'objet d'un appel d'offres sont situés entre les villes de Veracruz et Oaxaca. Parmi les secteurs qui bénéficieraient le plus de la construction du Corridor interocéanique figurent notamment: (i) le secteur électronique/électrique; (ii) le secteur automobile; (iii) le secteur des semi-conducteurs; (iv) le secteur des technologies de l'information et de la communication. Outre les appels d'offres, une délégation mexicaine devrait bientôt se rendre aux Etats-Unis, au Canada et en Allemagne pour attirer les investissements. La Ministre de l'Economie, Raquel Buenrostro, a souligné que parmi les avantages compétitifs de l'isthme de Tehuantepec figurent ses ressources naturelles, en particulier en eau et en sources d'énergies vertes, telles que l'hydroélectricité et l'éolien. Par ailleurs, le Ministère des Finances et du Crédit Public préparerait un ensemble d'avantages pour les entreprises souhaitant s'installer dans le corridor, afin d'attirer les investissements dans la région du sud-sud-est (dont taux de réduction de l'impôt sur le revenu de 100 % les trois premières années, avec la possibilité de le prolonger pour trois années supplémentaires, avec une réduction comprise entre 50 et 90 %).

Selon l'agence de notation Fitch Ratings, la nouvelle loi minière mexicaine aurait des répercussions négatives sur le secteur minier, à travers notamment: (i) le ralentissement de l'exploration; et (ii) le raccourcissement de la durée des concessions. Selon l'agence, l'activité d'exploration serait la plus touchée, car celles-ci seront centralisées auprès du service géologique mexicain, anciennement géré par le gouvernement, qui autorisera l'exploration privée après avoir conclu des accords de collaboration. Par ailleurs, en vertu de la nouvelle loi, le gouvernement pourra révoquer la concession minière s'il estime que la consommation humaine locale d'eau est menacée, ce qui accroît l'incertitude et les exigences administratives en matière d'exploitation.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 27/04
Bourse (IPC)	1,07%	+13,1%	55 534 points
Change MXN/USD	-1,68%	-13,3 %	17,6
Change MXN/EUR	-2,58%	-10 %	19,22
Prix du baril mexicain	6,03%	-33,8 %	64,36

Amérique centrale

A fin avril 2023, l'inflation a ralenti au Guatemala, à El Salvador et au Honduras. Au Guatemala et au Honduras, c'est le deuxième mois consécutif où l'inflation marque le pas, les taux interannuels à fin mars s'établissant respectivement à 8,32 % et 7,44 %. Pour El Salvador, ce ralentissement s'observe depuis septembre, avec un taux interannuel d'inflation à 5,44 % à fin avril.

TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Avril 2022	Mars 2023	Avril 2023
EL SALVADOR	6,55%	6,06%	5,44%
GUATEMALA	4,62%	8,71%	8,32%
HONDURAS	8,35%	9,05%	7,44%

1. GUATEMALA

A février 2023, le déficit commercial s'élevait à 2,4 Mds USD, en légère baisse de 2 % par rapport à février 2022. Les exportations se sont établies à 2,4 Mds USD, en baisse de 4 % et étaient

destinées principalement aux pays voisins centroaméricains (34 %) et aux Etats-Unis (30,4 %). Les articles textiles et le sucre étaient les deux premiers produits exportés, représentant respectivement 10,3 % et 8 % des exportations. Du côté des importations, elles se sont élevées à 4,8 Mds USD les deux premiers mois de l'année 2023, en baisse elles aussi de 2,9 % par rapport au montant accumulé à février 2022. Les principaux fournisseurs de ces biens étaient les Etats-Unis (35,6 %), suivi de la Chine (12,5 %) et des pays voisins d'Amérique centrale (11,5 %).

Selon l'ONG Oxfam, 4,6 M de guatémaltèques sont en situation d'insécurité alimentaire. L'ONG prévoit que leur situation se détériore entre mai et juillet à cause de probables épisodes répétés de sécheresse, associés au phénomène climatique et océanographique ENSO (El Niño-Oscillation australe). Ce phénomène, affectant la côte Pacifique de l'Amérique latine, engendre des modifications importantes de pluviométrie et aggrave de facto les phénomènes de sécheresse et de salinisation des sols. Déjà à la mi-avril 2023, le nombre de cas de malnutrition aiguë a augmenté de 44 % par rapport à 2022 selon le Ministère de la Santé. Cette année-là, la dénutrition aiguë avait causé la mort de 18 enfants de moins de 5 ans.

En 2022, plus d'une femme guatémaltèque sur quatre était entrepreneuse. Selon l'étude réalisée par la *Global Entrepreneurship Research Association*, 28,2 % des femmes guatémaltèques âgées entre 18 et 64 ans étaient entrepreneuses en 2022, c'est-à-dire fondatrices d'une entreprise ayant entre 0 et 3,5 ans d'existence. Sur les 49 pays ayant participé à l'enquête de l'association, le Guatemala se hisse ainsi au premier rang en termes d'entrepreneuriat féminin, devant la Colombie et le Togo et au deuxième rang de l'entrepreneuriat masculin, avec 31 % d'hommes entrepreneurs, juste derrière le Panama.

2. EL SAVADOR

L'amélioration des finances publiques mise en avant par S&P Global Ratings, Fitch Ratings et JP Morgan. L'agence de notation Fitch Ratings a

relevé la note souveraine d'El Salvador de « CC » à « CCC+ », reconnaissant une amélioration des positions en termes de liquidités fiscales et suite aux deux opérations réussies de rachat anticipés de la dette souveraine en 2022, ayant permis au gouvernement d'honorer ses dettes en janvier 2023. L'agence de notation S&P Global Ratings a conservé la note à « CCC+/C », mais a relevé sa perspective de « négative » à « positive ». Enfin JP Morgan prévoit une baisse progressive des ratios d'endettement du gouvernement, résultant d'une meilleure maîtrise des finances publiques et d'une meilleure performance de la collecte fiscale.

52 % des salvadoriens ont connu une situation d'insécurité alimentaire en 2022, soit 3,3 millions de personnes. Selon le rapport annuel de la *Red Global contra las Crisis Alimentarias* (GNAFC), réalisé en partenariat avec l'ONU, la situation d'insécurité alimentaire se réfère à trois situations: (i) de devoir réduire la ration journalière de nourriture, (ii) de devoir vendre des biens pour se procurer de la nourriture ou (iii) tout simplement de ne pas avoir à manger. Le rapport indique ainsi que seuls 34 % des salvadoriens n'ont pas connu de situations d'insécurité alimentaire en 2022, contre 52 % ayant été confronté à ce type de problème durant l'année et 14 % étant structurellement en situation d'insécurité alimentaire.

3. HONDURAS

Au T1 2023, la dette extérieure publique s'élevait à 9,47 Mds USD, en hausse de 2,8 % g.a. Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), cette dette est majoritairement contractée par le Gouvernement (91,2 %), suivi de l'Autorité monétaire (6,6 %) et des entreprises publiques (2 %). Près de 71,6% de cette dette est détenue par des bailleurs multilatéraux et 16,5 % par des créanciers bilatéraux. Cette dette est principalement libellée en dollars, à hauteur de 82,8 %.

Sur les quatre premiers mois de l'année, l'entrée de devises s'est élevée à 5,8 Mds USD, dont 2,79 Mds USD provenant des remesas, en hausse de

3,8 % par rapport à avril 2022. Autrement dit, pour 100 USD entrés dans l'économie nationale, 47,8 USD provenaient de la diaspora hondurienne, installée principalement aux États-Unis. La BCH estime les flux quotidiens de remesas à 23,8 M USD. A fin avril, le solde des réserves internationales nettes s'établissait à 8,03 Mds USD, soit l'équivalent de 5,3 mois d'importations.

4. NICARAGUA

La Chine donne 1 332 tonnes de farine et 2 250 tonnes de fertilisants au gouvernement nicaraguayen pour renforcer la sécurité alimentaire au pays. Cet acte, symbolique, témoigne une fois de plus du renforcement des relations entre les deux pays, suite à l'entrée en vigueur de l'accord commercial bilatéral le 1^{er} mai dernier, et au lancement d'un programme de construction de 12 000 logements sociaux sur financement de l'agence de coopération chinoise (CIDCA), ou encore de la prochaine construction de centrales de production thermiques d'une capacité de 150 MW financés par la CIDCA.

Washington annonce que l'ambassadeur des États-Unis au Nicaragua, Kevin Sullivan, quittera le pays le 19 mai. La mission diplomatique américaine sera ainsi remise entre les mains du directeur commercial de l'Ambassade. Washington avait pourtant annoncé en septembre 2022 que l'ambassadeur Sullivan conserverait son poste d'ambassadeur de manière indéfinie, suite au refus des autorités locales en juillet dernier de donner les lettres de créances au nouvel ambassadeur nommé par les États-Unis, Hugo Rodriguez.

5. PANAMA

En mars 2023, le Centre Bancaire International a enregistré un niveau record de 100,3 Mds USD de dépôts, en augmentation de 2 % en g.a. Les dépôts étrangers, en progression de 8,2 % en g.a., ont représenté 37,3 % du total des dépôts. Selon la Superintendance des Banques de Panama, les dépôts étrangers provenaient principalement

des pays suivants : Colombie (21,7 %) ; Venezuela (5,8 %) ; Pérou (5,7 %) ; États-Unis (5,6 %). Le portefeuille de crédits locaux (58,4 Mds USD) a progressé de 4,9 % en g.a, porté par les prêts hypothécaires qui représentaient 20 Mds USD en mars 2023, (soit +5,5 % en g.a.).

Selon le Contrôleur Général de la République, les exportations panaméennes se seraient élevées à 3,6 Mds USD en 2022, soit au même niveau que 2021. Elles seraient composées à 76,6 % (2,79 Mds USD) d'exportations de cuivre, en diminution de 4,8 % par rapport à 2021 en raison des travaux de maintenance de la mine de cuivre du Panamá. Les principaux clients du Panama seraient la Chine (32,6 %), le Japon (15 %), la Corée du Sud (7,3 %), l'Inde (6,4 %) et l'Allemagne (6,3 %).

Le Ministère des Travaux Publics (MOP) aurait investi 398 M USD dans des projets d'infrastructures entre janvier et avril 2023, soit 59 % des investissements prévu pour cette année. Ces investissements sont répartis sur 27 contrats publics signés avec des entreprises privées. La majorité des contrats concernent des infrastructures routières (maintenance des ponts et des autoroutes, agrandissements des voies...). Selon le Ministre des Travaux Publics, ces projets auraient créé 4 500 emplois directs.

Une étude de McKinsey révèle que 79 % de la population panaméenne envisage de changer ses habitudes d'achats pour faire face à la montée des prix des produits de consommation, malgré un taux d'inflation évalué par l'INEC à 2,1% en g.a. à la fin avril 2023. De plus, 31 % des panaméens auraient l'intention de changer leurs habitudes d'alimentation vers des produits moins coûteux.

6. COSTA RICA

Selon la banque centrale, l'inflation aurait ralenti à 2,44 % en g.a. en avril 2023, diminuant de 2 points de pourcentage par rapport à mars 2023. Les prix des carburants auraient diminué de 4,52 % g.a en avril 2023, les prix des billets

d'avions de 13,68 % g.a et les prix des tours touristiques de 8,04 % g.a. À l'inverse, les prix de l'électricité auraient augmenté de 7,36 % sur la même période, et ceux des locations d'appartement auraient augmenté de 0,66 %.

Le déficit public aurait atteint 0,5 % du PIB à la fin du premier trimestre 2023 selon le Contrôleur Général de la République. Toutefois, le nouveau calcul des dépenses publiques (797 M USD sur le trimestre) ne prend pas en compte les dépenses des institutions possédant des revenus propres, tels que la raffinerie d'Etat, la compagnie d'eau et d'assainissement et la fabrique nationale de liqueurs.

Caraïbes

1. CUBA

Les exportations américaines de poulet vers Cuba en baisse en 2023. Selon les chiffres publiés par l'économiste Pedro Monreal, les exportations américaines de poulet congelé vers l'île auraient baissé de 20,6 % en mars 2023 par rapport au mois de février, totalisant ainsi près de 17,8 M USD, contre 23,5 M USD en février. Cette baisse pourrait s'expliquer par le manque de devises nécessaires pour assurer le paiement de ce produit essentiel. En dépit de la diminution du prix observé depuis février (0,97 USD le kilo en mars contre 1,02 USD le mois précédent), les achats de poulet n'ont cessé de diminuer, également en provenance d'autres pays fournisseurs. En effet, le Brésil, deuxième exportateur de poulet à Cuba, a également accusé une baisse de 68 % des exportations. Par ailleurs, les dernières exportations de poulet provenant d'Espagne, de Pologne ou des Pays Bas (fournisseurs traditionnels de l'île) dateraient de décembre 2022.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Surintendance des Banques de République dominicaine révèle que le portefeuille en devises étrangères représenterait 22 % des crédits

accordés par les intermédiaires financiers fin décembre 2022. En effet, le montant des crédits en devises s'est élevé à 6,35 Mds USD, soit une hausse de 28,9 % g.a en 2022. Cela témoigne d'un important effet rebond après le net recul enregistré lors de la pandémie. Fin 2019, la part du portefeuille en devises étrangères s'élevait à 23,1 % avant de chuter à 19 % en fin d'année 2020. Les principaux secteurs bénéficiant de crédits en devises étrangères sont le tourisme (22,2 %) et l'industrie manufacturière (12,3 %). Le commerce, les activités financières et l'assurance représentent ensemble 21,3 % des crédits accordés en devises étrangères. Par ailleurs, concernant le risque associé à ces crédits en devises étrangères, le rapport indique que les retards de paiement affichent une tendance baissière, s'établissant à 0,4 %.

3. JAMAÏQUE

Selon l'institut national de statistiques, le déficit commercial de la Jamaïque aurait atteint 5,8 Mds USD en 2022 (+ 45 % par rapport à 2021). Les importations (7,7 Mds USD) auraient augmenté de 29,5 % par rapport à 2021 et les exportations de 28,4 %, atteignant 1,9 Md USD en 2022. Les principaux postes d'importations sont les matières premières (30,8 %), les carburants (30,7 %) et les produits de consommations (23,9 %). Le premier fournisseur sont les États-Unis avec 41,3 % des importations, suivi de la Chine (7,4 %) et du Brésil (6,8 %). Les principaux postes d'exportations sont les produits manufacturiers (50,6 %) et la production minière (16,3 %). Le premier client sont les États-Unis avec 47,9 % des exportations, suivi de Porto Rico (12,8 %) et de la Russie (5,2 %).

4. ILES-TURQUES-ET-CAÏQUES

Le gouvernement a présenté un budget de 424 M USD pour l'année budgétaire 2023/2024 (soit près de la moitié du PIB) en augmentation de 18 % par rapport au budget 2022/2023. Les revenus de l'État s'élèveraient à 417 M USD, grâce aux taxes d'hébergement et aux droits d'importations, en augmentation de 1,1 % par

rapport à l'année précédente. Ces revenus devraient couvrir 98,4 % des dépenses de l'État pour l'année budgétaire 2023/2024, le solde serait financé par les réserves de trésorerie.

5. BAHAMAS

Les approbations de prêts auraient augmenté de 20 % g.a au S2 2022. Selon la Banque Centrale, 16 037 demandes de prêts auraient été déposées au S2 2022, soit 10,4 % de plus qu'au premier semestre 2022 et 12 % de plus qu'au second semestre 2021. Sur ces 16 037 demandes de prêts, 11,6 % auraient été refusées.

6. TRINITE-ET-TOBAGO

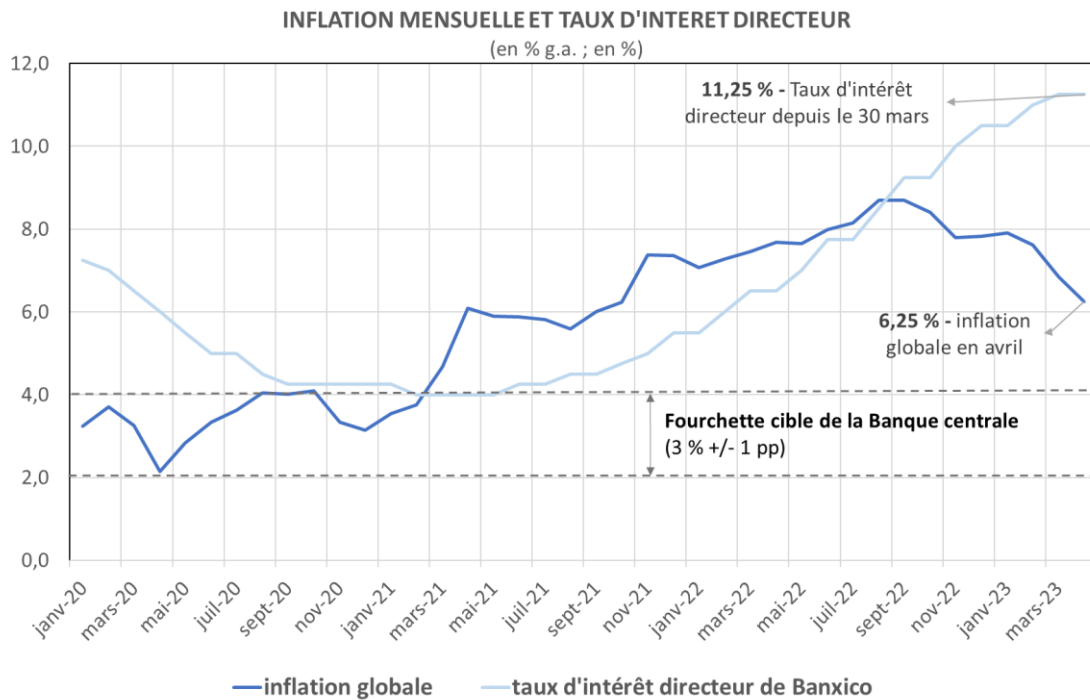
Selon les conclusions du Conseil d'Administration du FMI suite aux consultations de 2023 au titre de l'Article IV, la croissance du PIB aurait été de 2,5 % en 2022, notamment du fait d'une reprise du secteur non-énergétique (notamment la production d'ammonium). L'inflation aurait atteint 8,7 %, portée par l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés et la libéralisation des prix du carburant. Selon les prévisions du FMI, l'inflation devrait ralentir en 2023 et atteindre 4,5 %. Le secteur financier est jugé bien capitalisé, liquide et rentable. Le solde budgétaire devrait être négatif de 2,8 % du PIB en 2023, en raison de la diminution des recettes énergétiques (baisse de la production intérieure estimée à 1,8 % du PIB) et à l'augmentation des investissements publics.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

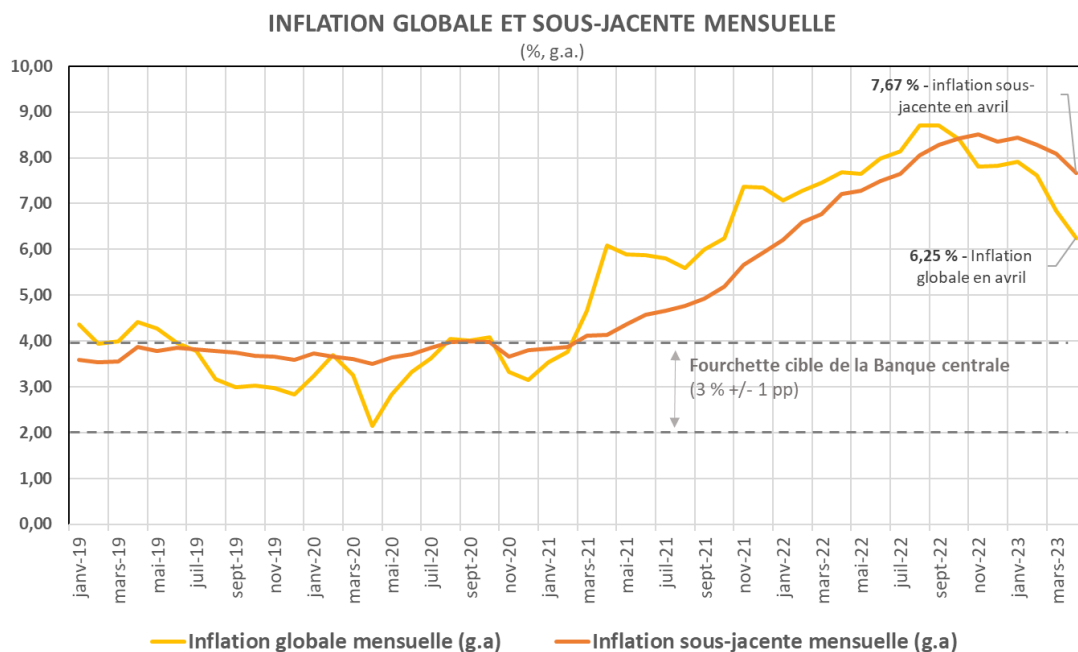
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	9,00 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	5 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

–Annexe Graphique – Mexique –

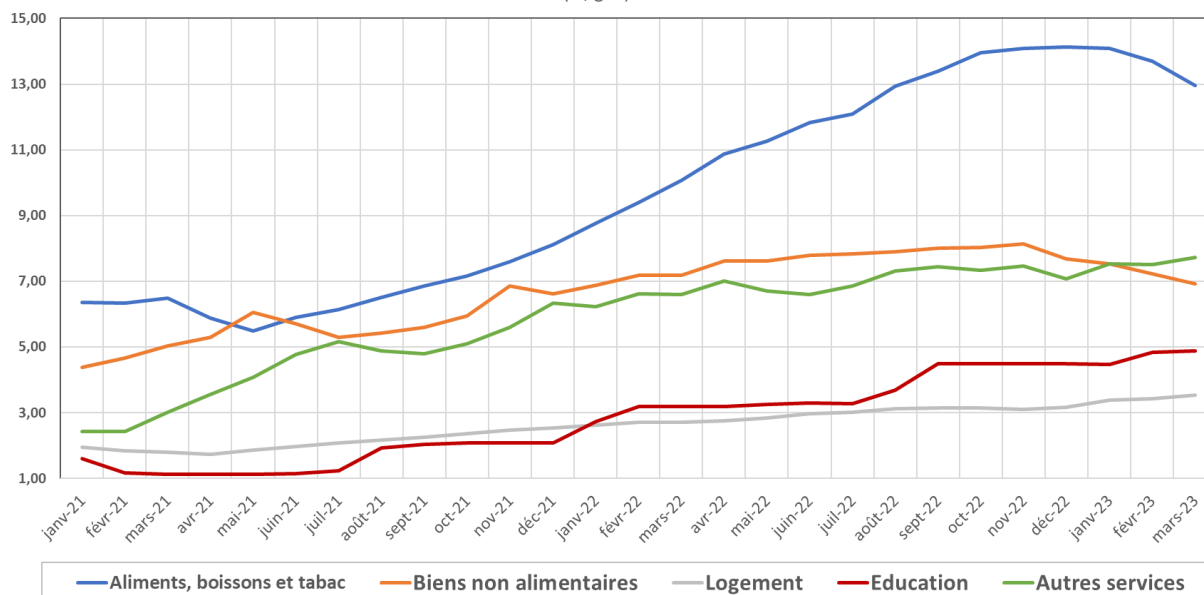


Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



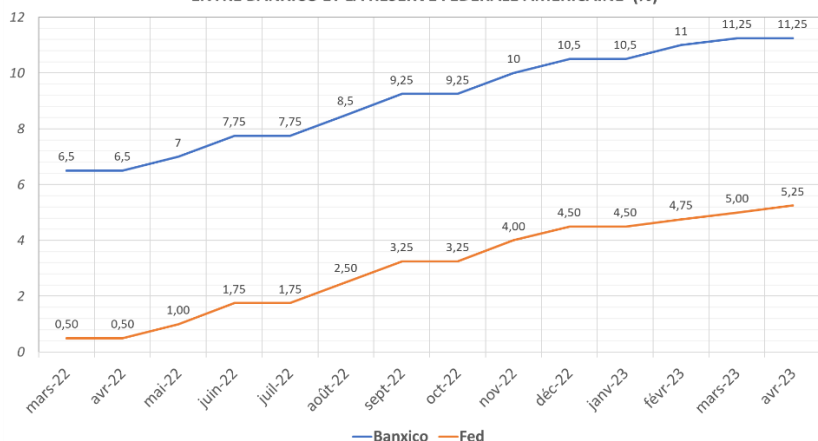
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

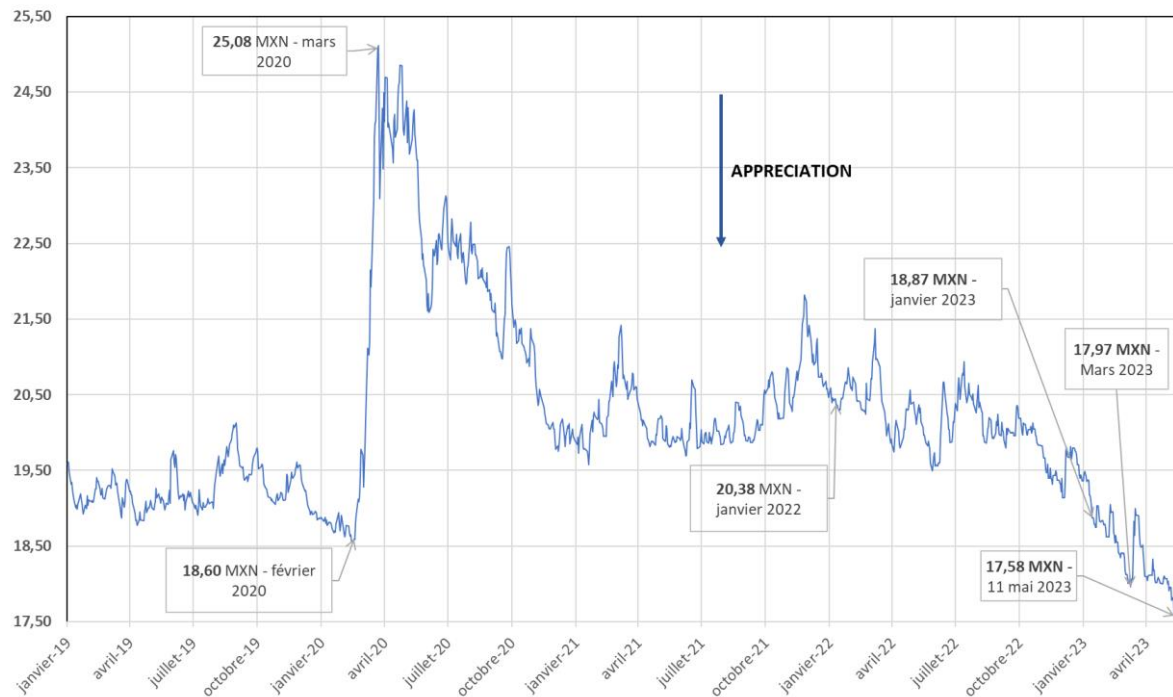
DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE (%)



date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,5	0,50	600
avr-22	6,5	0,50	600
mai-22	7	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,5	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10	4,00	600
déc-22	10,5	4,50	600
janv-23	10,5	4,50	600
févr-23	11	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,25	600

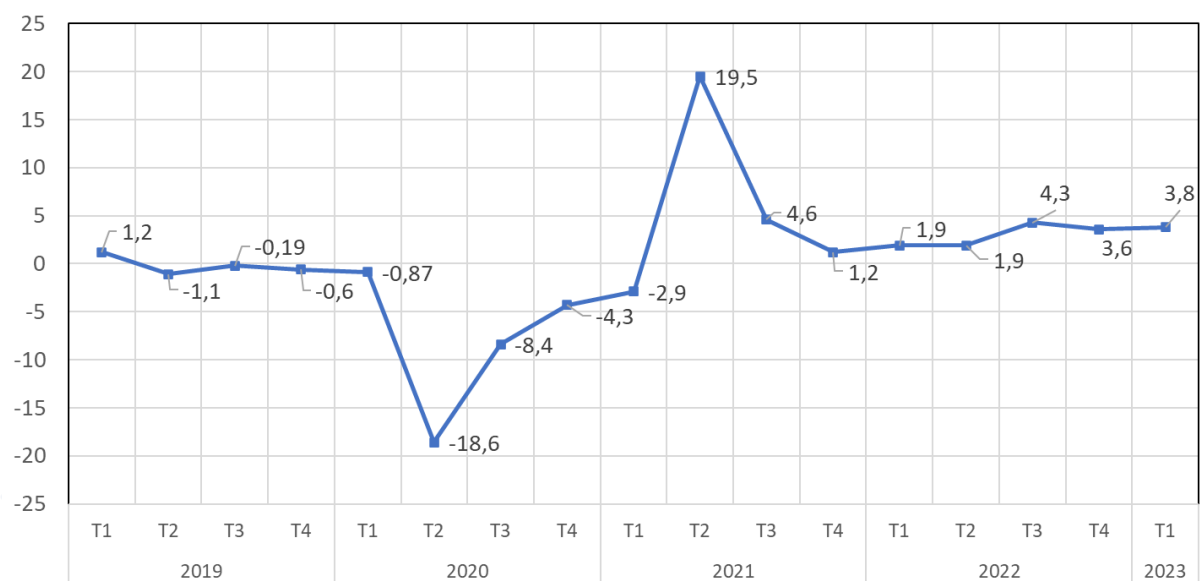
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



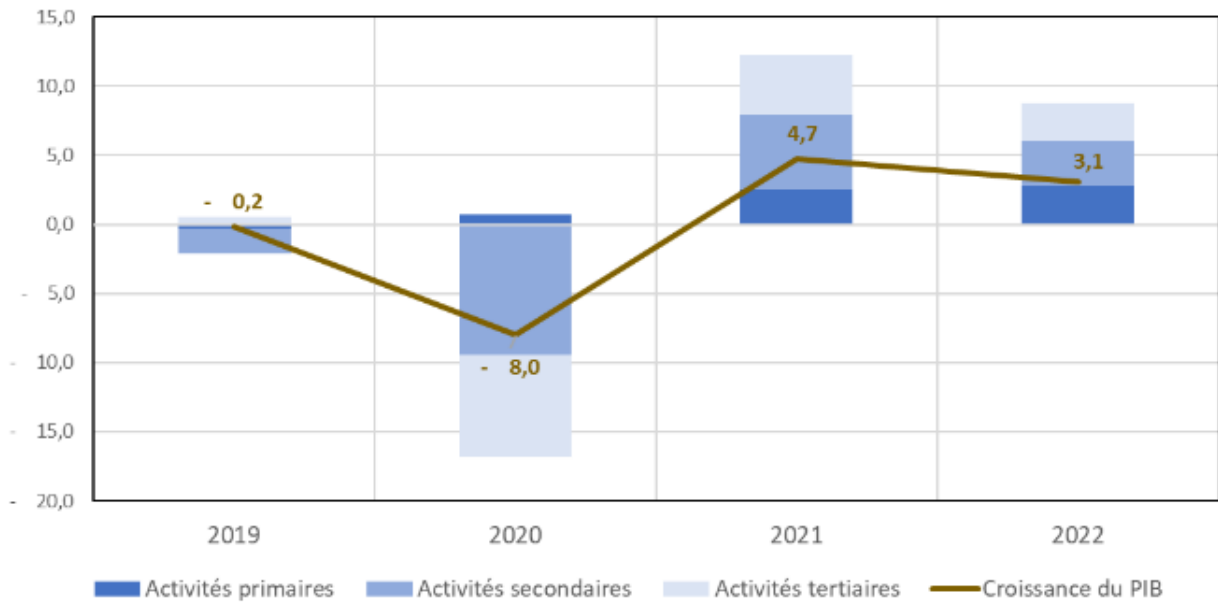
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



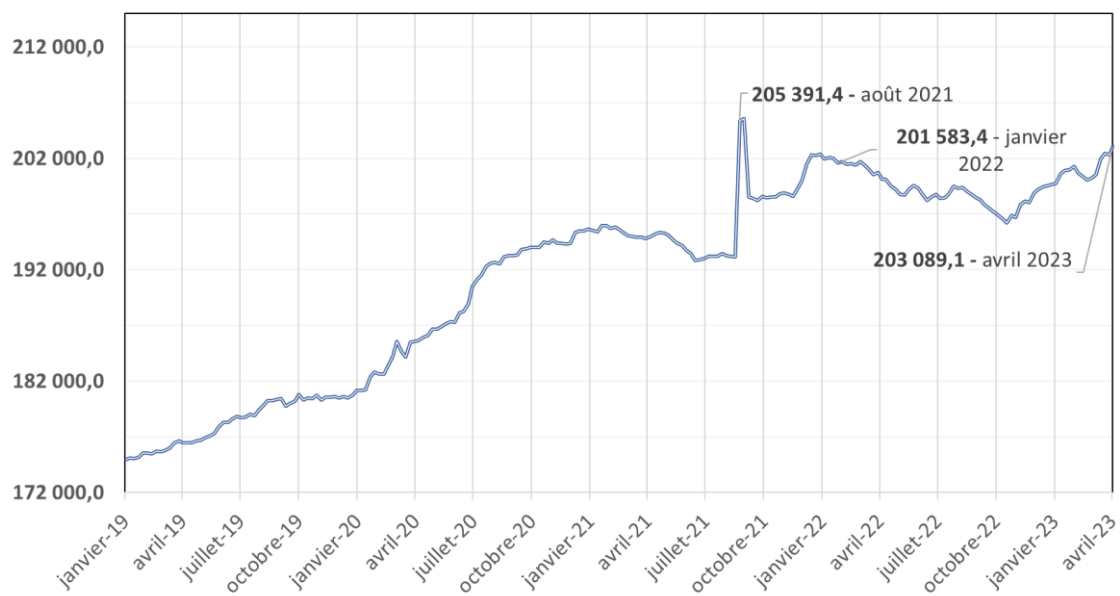
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique